

LE MIRABEAU

BONNEMENT

le anticipativement :

Départ, un an, fr. 4 —

six mois, " 2 —

Pour l'étranger, le port en sus.

ORGANE DES SECTIONS WALLONNES

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES

Rédaction : Rue Coronmeuse, 46. — Administration : Place du Martyr, cour Sauvage, 23, à Verviers.

NOUS VOULONS EXERCER NOS DROITS

Annonces, 10 centimes la ligne.

Reclames, 20 id. id.

Une réduction de 50 p. c. sera accordée à nos abonnés d'un an ainsi qu'aux Sociétés de Libre-Pensée et de Secours mutuels.

Association Internationale des Travailleurs

CONSEIL FÉDÉRAL DE LA VALLÉE DE LA VESDRE

LUNDI 17 MARS, à 8 heures du soir, **CONGRÈS EXTRAORDINAIRE** pour une question importante relative au journal.

Il est d'urgence que les sections fassent tout leur possible pour s'y faire représenter par deux délégués au moins.

18 Mars 1871.

Dix-huit Mars!!!

Jour flétri, jour néfaste, et cependant jour mémorable!

Dix-huit Mars! — Piège tendu, trébuchet où Paris républicain est tombé; mais où Paris socialiste et révolutionnaire démontra, une fois encore, à tous les peuples, comment les soldats de l'IDÉE savent combattre et mourir.

Car, nous les ennemis du sabre, nous les ennemis de la guerre, nous les opposés à la peine de mort, nous ne reculons ni devant la menace, ni devant l'attaque, ni devant le canon pour affirmer nos principes, que nous pouvons résumer dans ce mot : **REVENDICATION**.

N'est-ce pas, en effet, une revendication du courage qui souleva le Peuple parisien contre la Force, dès le matin du 18 Mars 1871? Ce peuple bafoué, sali, honni, tyrannisé pendant vingt ans d'empire; ce Peuple qualifié ensuite de couard et de lâche, pendant le siège contre les Prussiens, par ceux qui, sans coup férir, formèrent ce groupe infâme, qu'ils ont eu l'impudeur de dénommer eux-mêmes, le gouvernement de la défense nationale, lequel n'eut qu'un seul objectif : la capitulation.

En outre de la revendication de la bravoure et de l'honneur, n'est-ce pas la revendication d'un droit que les Parisiens exprimèrent en prenant la direction de Paris, — ce fut peut-être une faute — après la fuite combinée de ceux qui avaient été chargés de l'administrer?

N'est-ce pas aussi la revendication du Droit et de la Justice que signifia le scrutin de Paris, auquel prirent part 300,000 électeurs dans la journée du 26 mars 1871, en envoyant à la Commune une majorité de travailleurs?

N'est-ce pas la revendication d'un peuple qui s'affirma tout naturellement, par la résistance de la Commune librement élue contre les conspirateurs de Versailles?

N'est-ce pas, enfin, la revendication du **DROIT A LA VIE** que Paris exprima en marchant à la mort?

Ce fut assurément une nouvelle affirmation de cette maxime : **Vivre en travaillant ou mourir en combattant**.

Oui, le 18 Mars fut une revendication des travailleurs du XIX^e siècle, vengeant les esclaves des empires romains, les serfs des monarchies éteintes et actuelles, et tous les hommes valeureux tombés sur tous les points du globe, pour la grande cause populaire, depuis 1789.

L'IDÉE que nos devanciers ont défendue et que nous défendons à notre tour, est l'IDÉE émanant des **Droits de l'homme** et des pensées de cet esprit immortels qui s'est appelé Marat; l'IDÉE qui se manifeste par la libre pensée et par les principes anti-déistes qui ont conduit Hébert et Chaumette à l'échafaud, l'IDÉE, enfin, émise par Babeuf en demandant l'**Egalité sociale**, laquelle fut qualifiée d'utopie par ceux qui firent couper la tête de celui qu'ils appelaient l'utopiste.

Et c'est l'IDÉE que Napoléon I^{er} crut terrasser en faisant rédiger le Code civil, l'appui de la propriété, et en faisant expirer deux millions de pensées dans deux millions de cadavres. L'IDÉE que les doctrinaires de 1830 vainquirent à Paris en juin 1832, et à Lyon en avril 1834; l'IDÉE que les premiers élus du suffrage universel, s'intitulant conservateurs, ont canonisée, emprisonnée en juin 1848, et qui fut constamment torturée depuis cette époque.

Et c'est encore l'IDÉE qui, en mars, avril et mai 1871, a été traîtreusement attaquée, bombardée; horriblement assassinée, lapidée, et épouvantablement enterrée vive dans les squares de Paris.

Mais c'est cette même Idée qui toujours vivace, survit, grandit en fécondant les esprits, parce que cette Idée grandiose, régénératrice, s'appelle la **REVOLUTION**.

Depuis huit ans, de soi-disant républicains nous abasourdissent avec ces mots : « Une insurrection en présence de l'ennemi est un crime de lèse-nation. »

Examinons :

D'abord, ne sont-ce pas des orléanistes qui, le 18 Mars, tentèrent un coup d'Etat dont le butin incontestable était d'étrangler la troisième république au berceau?

— Quels étaient les véritables insurgés?

— Ne sont-ce pas Thiers, Ernest Pi-

card, Jules Simon, Jules Ferry, le général Leflô et tutti quanti?

Mais puisque les rôles ont été intervertis, il est convenu que c'est Paris qui s'insurgea. Soit?

— Et qui attaqua de nouveau le 2 avril?

— Ce n'est point Paris. On le sait.

Le désarmement de la garde nationale n'ayant point été opéré par les Prussiens, au grand mécontentement des capitulards, Paris devait être désarmé quand même. C'était une des clauses du traité secret fait après la capitulation.

Les Parisiens n'ayant point fourni à M. de Moltke l'occasion de se faire désarmer par les troupes allemandes, dans la journée du 4 mars 1871, Thiers et Jules Favre durent exécuter le traité.

De là l'attaque préméditée du 18 Mars.

On compta bien un peu sur un conflit entre les quartiers bourgeois et les quartiers excentriques de Paris, c'est-à-dire entre les bataillons réactionnaires et les bataillons républicains. Grâce à l'attitude pacifique des Parisiens dans la huitaine qui suivit le 18 Mars, ce conflit fut évité. Cela ne satisfait nullement les monarchistes.

Et de quels éléments se servirent les pseudo-républicains pour former les premières brigades versaillaises?

De sergents de ville et de mouchards volontaires, de royalistes volontaires et d'employés des ministères, de la préfecture de police et des diverses administrations de Paris, obligés sous peine de perdre leur emploi, de prendre les armes contre la Commune. Tous ces derniers furent nommés officiers. Ils prirent rang dans l'ordre hiérarchique de leurs emplois.

Paris, soulevé d'indignation contre cette attaque intempestive, combattit courageusement, héroïquement.

Tous les hommes ardents, convaincus qu'une ère démocratique émancipative doit infailliblement succéder à la politique mercantile bourgeoise, furent les premiers qui ripostèrent aux balles hétérogènes des soldats de l'arlequinade monarchique parlementaire.

La résistance se prolongeant au-delà de toutes les prévisions, Bismarck fournit à Thiers un contingent de plus de cent mille soldats français, sur les quatre cent mille qui étaient prisonniers en Allemagne.

Alors, les généraux de l'empire furent conviés à livrer bataille aux révolutionnaires. Vainqueurs, ils espéraient rouvrir les portes de la France au vaincu de Sedan.

Les orléanistes unis aux libéraux formaient la majorité versaillaise. Ils croyaient rétablir la monarchie constitutionnelle.

Les royalistes du droit divin, les éternels défenseurs du Syllabus priaient Dieu. Ils pensaient, eux, voir s'opérer un miracle en faveur de l'impuissance physique et morale qu'ils appellent leur **Roy bien-aimé**.

Mais Thiers, l'abominable Thiers était le couvercle qui s'agitait au-dessus de toutes ces chaudières en ébullition.

Le feu qui brûlait dessous s'éteignit. Courages, espoirs, promesses, exigences, menaces, rien ne fit. La France, plus forte que tous les monarchistes civilisés, avait soulevé le couvercle en manifestant sa volonté. Le couvercle tomba. Prétendants et prétentions ne furent plus qu'une vapeur.

« L'avenir est aux plus sages », avait dit l'ordonnateur des meurtres de Paris aux meurtriers impatients. Et ce sont ces paroles qui sont répétées à la France par les proscriptionnistes, comme si la France aspirait à l'avènement d'un de ces prétendants.

Plus de cent écrivains ont fait l'histoire du 18 Mars. Les uns ont dénaturé les faits. Les autres les ont expliqués à leur façon. D'autres ont exalté le mouvement et semblent n'avoir pas été historiens fidèles, car s'il fut une évolution sociale, soudaine, imprévue, c'est bien celle qui résulta du traquenard dressé non-seulement contre Paris, mais contre toute la démocratie française. Thiers, dans son guet-à-pens, pensait y prendre Louis Blanc, Ledru-Rollin, Raspail, Gambetta et bien d'autres, — voire même Garibaldi, l' élu de Paris.

Il fut immédiatement déçu. Sa déception changea sa ligne de conduite. Mais les hommes les plus sincères furent aveugles; ils tombèrent dans le piège. Beaucoup y perdirent la vie.

Hélas!

Ici, nous nous découvrons à la mémoire de Flourens, de Delescluze, de Vermorel, de Milliès, de Tony Moilin, de Ferré, et de tous ceux tombés en face de l'ennemi, ou assassinés par les vainqueurs.

Il est plusieurs écrivains qui ont exécuté la date du 18 Mars, en écrivant l'histoire de la Commune avec de la boue. Parmi ces derniers, nous devons citer le nom de l'égoutier de la préfecture de police qui signe : Maxime du Camp.

Un des faits incontestables de l'histoire de 1871, c'est l'arrivée du prolétariat au pouvoir. C'est une deuxième étape de la Révolution. Mais que pouvaient faire des hommes, nouveaux pour la plupart, portés à l'improviste aux affaires? Malgré leurs meilleures intentions, ils ne purent rien créer. Ils affirmèrent le **DROIT**, voilà tout. Et qu'auraient-ils pu innover, fonder, asseoir, en présence de l'ennemi?

Les hommes de la Commune voulurent

légiférer. Ils voulurent affirmer la Révolution. C'est bien. Mais ils eussent mieux fait, peut-être, de se faire tous soldats, et de concentrer toute leur activité, toute leur énergie, tous leurs efforts, contre les nouveaux envahisseurs de Paris.

Hélas! les torpilles n'étaient semées nulle part, et les agents versaillais pullulaient dans toutes les administrations, dans toutes les commissions, dans tous les comités, dans toutes les rues. Tel membre de la Commission était accompagné d'un suspect. Tout homme politique, même resté neutre, était accablé de visiteurs, de questionneurs, d'excitateurs inconnus. Tous les gens d'action étaient paralysés dans leurs mouvements. Urbain ayant constamment à ses côtés Barral du Montant est une des preuves à l'appui de ce que nous écrivons. Qu'on lise les pages écœurantes de Maxime du Camp, et l'on se convaincra des agissements des suspects.

Gustave Puissant et Julien Dupin, quels beaux échantillons! Combien ont-ils envoyé de socialistes en Nouvelle-Calédonie?

Nous sommes impatients de voir jusqu'où M. Grévy et ses ministres — notamment Jules Ferry, la lâcheté faite homme — oseront pousser leur tartufferie parlementaire.

Leurs farces et les farceurs de la préfecture de police ne nous étonnent pas. De Marcère l'a dit : « La police a été reconstituée par Thiers. Blagueur, va! — Continué de l'empire, aurait-il dû dire. Mêmes agents, mêmes procédés. N'y changez rien, Messieurs! L'opportunisme l'ordonne.

Cela fait pitié de voir, succédant à Jacob, le sieur Macé, commissaire de l'empire, lequel avait été chassé par de Kératry, préfet de police, le lendemain du 4 septembre. Ce Macé rappelé par Cresson, au mois de novembre suivant, fut chargé de pourchasser les républicains après les journées des 31 octobre 1870, 7 et 22 janvier 1871. Comme Jacob, il fut avec les fusilleurs de mai, ordonna des exécutions sommaires. Un Jacob de moins, un Macé de plus, rien ne sera changé dans les bas-fonds sanglants de la préfecture de police. Les républicains et les amnistiés n'ont qu'à bien se tenir.

Quoiqu'il en soit et quoiqu'il en ait été après le 18 Mars, les travailleurs maîtres de Paris, en élisant des travailleurs à la Commune, ont affirmé le **droit des travailleurs**, c'est-à-dire le véritable gouvernement de la majorité par la majorité : **LE PROLETARIAT**.

Qu'on lise l'histoire de la Commune par A. Arnould. C'est une œuvre autant philosophique que politique. Elle contient des choses excellentes. Qu'on lise aussi : **Huit jours derrière les barricades**, par Lissagaray, entièrement fondu dans son **Histoire de la Commune**. Ce livre, malgré des appréciations personnelles qui ne sont pas les nôtres, contient une longue nomenclature d'exploits sanguinaires, rigoureusement vrais, de l'armée dite régulière, pendant la semaine sanglante de mai 1871.

En l'année 1872, alors que plusieurs proscriptions de la Commune manifestaient le désir d'opposer une contre-enquête à l'enquête gouvernementale sur les faits qui suivirent le 18 Mars, une voix presque unanime s'éleva de tous les groupes de la proscription contre l'idée d'une contre-enquête.

« Ce serait renseigner les gens de Versailles, et ce serait compromettre ceux des nôtres restés à Paris », s'écria-t-on.

Et la contre-enquête n'eut pas lieu. Les proscriptions eurent raison.

Mais maintenant que l'arrêt des proscriptions est un fait accompli; maintenant que beaucoup de nos amis vont revoir la France et Paris, nous croyons devoir proposer la contre-enquête demandée en 1872. La vérité s'impose en face du mensonge qui se perpétue.

Voici comment on pourrait procéder :

Deux ou trois citoyens par arrondissement, de leur initiative privée, recevraient toutes déclarations verbales, toutes lettres, tous documents et tous les faits reconnus exacts, indéniables seraient destinés à être publiés pour être opposés au rapport erroné du général Appert, et à cette ordurière et mensongère enquête, à l'aide de laquelle nos ennemis relatent l'histoire, et laquelle a tout récemment inspiré MM. Andrieux et Leroyer, lors de leur piteux plaidoyer contre l'amnistie plénière.

La contre-enquête pourrait être suivie de tableaux approximatifs des morts par arrondissement, ou par bataillons; de ceux tués aux avant-postes, de ceux tués en combattant dans Paris; des fusillés durant la lutte, des exécutés sommairement au Champ de Mars, au Trocadéro, à Montmartre, à la place Vendôme, au Luxembourg, au séminaire St-Sulpice, à la caserne Lobau, aux buttes Chaumont, à Mazas, à la Roquette, au parc Monceau, au bois de Boulogne, à Satory et dans les mille endroits où les exécutions sommaires ont eu lieu.

Et puis, la contre-enquête nous expliquerait **peut-être** comment Aldernoff, ex-zouave, ex-agent de l'empire, s'est trouvé dans le peloton qui fusilla Clément Thomas, et pourquoi **ON** ne l'a pas exécuté.

Puis nous apprendrions **peut-être** aussi, pourquoi Lacatte se disant ouvrier papeter, autre agent de l'empire, condamné comme incendiaire aux travaux forcés à perpétuité, n'a pas été envoyé au bagne.

Et puis, l'affaire de M. Ansart, un des agents de Piétri devenu un intime de Thiers, pourrait **peut-être** bien révéler que le feu a été mis à la préfecture de police et **AILLEURS**, par d'autres mains que celles des vrais communards.

Enfin, la contre-enquête affirmerait après nous, que les véritables incendiaires et les assassins n'ont jamais appartenu à l'armée socialiste et républicaine de Paris.

Cette contre-enquête, qu'aucune jurisprudence ne pourrait empêcher ni entraver, paraît avoir été commencée par Alfred Assolant, l'écrivain sympathique aux

vaincus de Mai. Mais un seul homme, fût-il extraordinairement habile, ne fera jamais à lui seul ce que quarante ou soixante citoyens feraient simultanément.

Ce futur livre, sérieusement établi, serait une page utile à la France, à l'Europe, à l'histoire. Elle servirait à nos contemporains et à nos descendants à leur faire connaître sur la Commune de Paris et sur les massacres qui l'ont suivie **TOUTE LA VERITE, RIEN QUE LA VERITE.**

Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son, dit un adage. Il est temps que la France sache ce qui s'est passé de Paris à Versailles, et vice versa, depuis le 18 Mars 1871, jour de la mort du garde national Turpin, tué à Montmartre, jusqu'au 31 juillet suivant, dernier jour des exécutions sommaires au Luxembourg.

Et voilà comment on écrit l'histoire à la manière de l'original
DELESCLUZE.

Vieillard en cheveux blancs, au corps sec, aux traits vigoureux, au regard fier, type de l'honnêteté et du désintéressement, jacobin taillé sur le modèle de bronze des hommes de la Convention, dont on peut dire, aujourd'hui, qu'il a été la dernière incarnation, et non pas la moins belle.

Toute sa vie fut une longue lutte pour ce qu'il crut le Droit, la Justice, la Vérité. Ni la défaite, ni les persécutions, — l'Empire l'envoya à Cayenne, — ni les souffrances physiques et morales, ni l'âge, rien ne calma son ardeur, son dévouement absolu.

Pour mieux servir la Révolution, il renonça aux douceurs du foyer, ne se maria point, vivant près de sa mère et de sa sœur, n'ayant jamais connu le doute, ni la défaillance, ni la lassitude.

Il vécut et mourut sans peur et sans reproche. La fin de sa vie surtout fut particulièrement admirable. Député à l'Assemblée de Bordeaux, puis nommé à la Commune, il accourut, sans hésiter, où le peuple l'appelait.

Pourtant il appartenait à une génération éprise d'unité, de Dictature gouvernementale, pleine de la religion de l'Etat, peu au courant des questions sociales, et il ne tarda pas à voir qu'il donnait sa vie pour une cause, — la Cause communaliste, dont plusieurs principes contredisaient, combattaient quelques-unes de ses plus chères convictions.

Mais, Delescluze, au dessus de ses idées, mettait la Révolution. Cet homme de fer n'avait rien d'un doctrinaire. C'était un stoïque, ce n'était pas un dogmatique. Il n'était pas de ceux qui enferment la Révolution dans une formule, et s'écrient : *Hors de mon Eglise, point de salut !*

Aussi bien qu'il ne partageât pas, au début, tous les vœux des lutteurs de la Commune, bien que certains de ces vœux choquassent plusieurs croyances politiques auxquelles il avait donné sa vie, ou révélassent un côté nouveau de la question, qui jetait l'hésitation, le trouble, dans son cerveau accoutumé à une façon de concevoir différente, il faut lui rendre cette justice qu'il comprit parfaitement le programme de la Commune, qu'il en saisit et en accepta toute la portée.

Ses sympathies organiques, si l'on peut dire, n'étaient peut-être pas là, mais là était le peuple, là sa volonté.

Delescluze s'inclina, et fit stoïquement les sacrifices nécessaires.

A côté de lui, aussi grand, bien qu'absolument différent, voici

VARLIN.

Enfant du peuple, fils de ses propres œuvres. — Il était né, en 1839, d'une famille de pauvres paysans, dans le département de Seine-et-Marne. — A l'âge de treize ou quatorze ans, il vint à Paris et entra en apprentissage chez un relieur.

A cette époque, il ne savait ni lire ni écrire. —

Il eût le courage de s'instruire lui-même, en prenant sur les quelques heures de repos que lui laissait le travail de l'atelier.

Delescluze, d'origine bourgeoise, d'éducation jacobine, est le type du vieux révolutionnaire converti à l'idée socialiste par la seule sincérité de son dévouement à la cause du peuple, qui est la cause de la justice.

Varlin, au contraire, est le type nouveau, si je puis dire, de la Révolution moderne. Il appartient tout entier au socialisme militant, dont il restera l'une des figures les plus belles, les plus nobles et les plus touchantes.

Il fut d'abord le principal promoteur de la *Société de résistance* des ouvriers relieurs, puis le premier créateur des *Marmittes sociales*, à Paris, enfin l'un des premiers adhérents de l'*Association internationale des Travailleurs* et son infatigable propagateur en France.

On se rappelle encore sa belle et fière attitude devant les juges de l'Empire, lorsque Napoléon III, voyant qu'il ne pouvait ni séduire ni aborder l'*Internationale*, essaya de la combattre et de la détruire.

C'est à la *Marseillaise* que je connus Varlin. Je me rappellerai toujours sa jeune et belle tête couronnée déjà de cheveux blancs, le regard profond de ses yeux noirs, sa voix douce et calme, la dignité de ses manières.

Il parlait peu, ne s'emportait jamais. — Il avait la douceur de la force et la mélancolie du penseur.

Le rôle de Varlin, à la Commune, est connu.

Il y parla peu, agit beaucoup. — Après avoir fait partie du Comité central, il fut élu par trois arrondissements de Paris, les 6^e, 12^e et 17^e. — Il s'occupa principalement de l'Administration des finances avec Jourde, puis passa à l'Intendance, où il put déployer ses admirables facultés organisatrices.

Lors de l'entrée des Versaillais à Paris, il fit héroïquement son devoir jusqu'à la fin, puis il tomba prisonnier des vainqueurs de la Commune.

Pendant plus de deux heures, les mains liées derrière le dos, exposé aux coups, aux insultes d'une tourbe de lâches, couverts de crachats, de boue et de sang, on le promena dans Montmartre, prolongeant à dessein, par un hideux raffinement de férocité, sa cruelle agonie.

Cette longue torture ne put battre cette fière nature. — Pâle et calme, sans dire un mot, sans un geste d'impatience, ou de colère, ou de faiblesse, il regardait ses bourreaux de son regard profond.

Enfin, les balles le délivrèrent !

Il fut si grand que ses ennemis et ses tortionnaires eux-mêmes furent obligés d'en convenir.

Qu'on lise le récit de cette mort, extrait textuellement d'un journal réactionnaire de l'époque :

« Varlin, arrêté rue Lafayette, avait été conduit à Montmartre.

« La foule gossissait de plus en plus, et on arriva, avec beaucoup de peine, au bas des buttes Montmartre, où le prisonnier fut conduit devant un général, dont nous n'avons pu retenir le nom. Alors l'officier de service s'avança et causa quelques instants avec le général qui lui répondit : — *Là, derrière ce mur.*

« Nous n'avons entendu que ces quatre mots, et, quoique bus d'autant de leur signification, nous avons voulu voir jusqu'au bout la fin d'un des acteurs de cet affreux drame... ; mais la vindicte publique en avait décidé autrement !

« Arrivé à l'endroit désigné, une voix, dont nous n'avons pu reconnaître l'auteur, et qui fut immédiatement suivie de plusieurs autres, se mit à crier : — *Il faut le promener encore, c'est trop tôt !*...

« Le trié cortège se remit en marche. — Arrivés rue des Rosiers, l'état-major, ayant son quartier général dans cette rue, s'opposa à l'exécution.

« Il faut donc, toujours suivi de cette foule augmentant à chaque pas, reprendre le chemin des buttes Montmartre. — C'était de plus en

plus funèbre, car, malgré tous les crimes, que cet homme avait pu commettre, IL MARCHAIT AVEC TANT DE FERMETÉ, sachant le sort qui l'attendait depuis plus d'une heure, que l'on arrivait à souffrir d'une si longue agonie.

« Enfin, le voilà arrivé ; on l'adosse au mur, et, pendant que l'officier faisait ranger ses hommes, se préparant à commander le feu, le fusil d'un soldat, qui était, sans doute, mal épaulé, partit. — *mais le coup rata !* Immédiatement les autres soldats firent feu. — Varlin tomba.

« Aussitôt après, les soldats, craignant sans doute, qu'il ne fût pas mort, se jetèrent sur lui pour l'achever à coups de crosse. L'officier leur dit : Vous voyez bien qu'il est mort, laissez-le. »

Telle est le récit d'un ennemi, — témoin oculaire, — d'une de ces bêtes fauves qui se ruèrent sur le peuple vaincu, et couraient aux exécutions comme une fête.

Bien qu'adouci à dessein, ce récit en fit plus sur la férocité lâche des bourreaux et l'attitude sublime de la victime, qu'un long volume.

C'est un tableau vivant et qu'on ne peut pas oublier.

Telle fut la fin de Varlin, couronnant par le martyre une existence consacrée tout entière à la défense du droit et de la justice.

J'ai beaucoup insisté sur ces deux figures, parce qu'elles personnifient admirablement les deux côtés de la Révolution communaliste et sont comme les deux faces de la Commune de Paris.

Delescluze représente le Jacobin bourgeois se convertissant au programme socialiste, oubliant son origine, son éducation, ses instincts et les traditions de sa caste, pour revenir au peuple, marcher avec lui à la conquête de la justice sociale.

Varlin, c'est le peuple jeune, se relevant par un effort d'énergie sublime, atteignant au savoir à force de volonté, faisant corps avec la Révolution sociale, dont il est la représentation exacte et magnifique, naturelle pour ainsi dire, la chair et le sang.

Le premier dit à la Commune : — *Tu es la justice.*

Le second dit au monde surpris : — *Le peuple est prêt !*

Que d'autres noms, pourtant, méritent la même apothéose, reproduisent le même dualisme consolant et sublime, répètent les mêmes paroles, démontrent la même vérité !

Qui pourrait oublier

DUVAL & FLOURENS ?

L'un, simple ouvrier, comme Varlin, l'autre, fils d'un des grands savants officiels de l'époque, l'académicien, professeur, membre de l'Institut, Flourens.

Tous deux donnèrent leur vie pour la même cause et l'auraient fait triompher si l'héroïsme au service de la justice suffisait à triompher de l'organisation savante de l'Etat bourgeois, — cette horrible machine de guerre dirigée contre le droit et vomissant sa mitraille sur l'avenir, le progrès, l'humanité.

Tous deux étaient jeunes, tous deux commandaient un corps de fédérés, à la sortie du 3 avril, lorsque Paris attaqué par les Versaillais mit sur pied, d'un seul élan, ces deux cent mille hommes que Thiers dénonçait à la France comme une poignée de repris de justice !

Gustave Flourens était depuis longtemps connu pour sa lutte audacieuse contre l'empire. — Chevalier errant de la Révolution, il était allé en Crète combattre en faveur du peuple grec soulevé et qui repoussait le despotisme turc. — De retour à Paris, il continua la lutte à la *Marseillaise* et dans les réunions publiques. Sous le siège, chef de bataillon, il essaya de sauver Paris et la République au 31 octobre, et le Gouvernement de la Défense nationale, qu'il eut la faiblesse de ménager, l'envoya à Mazas, d'où le peuple le délivra le 21 janvier.

Le 4 avril, il fut surpris, dans Rueil, par les

gendarmes qui entourèrent la maison où il prenait quelques instants de repos. Il voulut se défendre. Un capitaine, nommé Desmarais, lui fendit la tête d'un si furieux revers de sabre, que la cervelle jaillit.

Son corps fut jeté sur un tombereau et conduit à Versailles, où il servit de spectacle aux dames du monde, ces « chiennes, » — comme les appelle le poète dans un vers indigné. — qui venaient lécher le sang des blessés et aviver les plaies des vaincus prisonniers.

« ... du manche sculpté d'une ombrelle de soie. »

Duval, lui, appartenait à l'*Internationale*. — C'était un ouvrier fondeur. — Il ne siégea que quelques jours à la Commune, où il se distingua tout de suite par son énergie, son activité, son courage plein de sang-froid.

A l'assemblée nos deux places se touchaient. J'ai vu peu de figures plus sympathiques, rencontré peu d'hommes dont la nature fut plus évidemment loyale, généreuse et dévouée.

Il n'a fait que passer pour combattre et mourir; mais ceux qui l'ont connu ne l'oublieront jamais.

Il fut fait prisonnier, avec le corps qu'il commandait, sur le plateau de Châtillon, après une héroïque résistance. Lui et ses hommes sont cernés, les munitions manquent.

— Rendez-vous, vous aurez la vie sauve, — leur dit-on, au nom du général Pellé qui commande. — Ils se rendent.

Aussitôt, les Versaillais s'emparent des soldats de l'armée régulière qui combattaient dans les rangs de la Commune et les fusillent, séance tenante.

Plus tard, le maréchal Mac-Mahon fera grâce à son camarade, le non moins maréchal Bazaine, coupable d'avoir seulement livré Metz et son armée.

On enferme les autres prisonniers entre deux haies de chasseurs et on les dirige sur Versailles.

En route, on rencontre Vinoy, celui qui s'était chargé, avec joie, de la sale besogne de rendre Paris. — Il demande s'il y a un chef.

— Moi! s'écrie Duval, en sortant des rangs.

Un autre s'avance :

— Je suis le chef-d'état-major de Duval, dit-il.

Un troisième qui commandait les volontaires de Montrouge vient se ranger près d'eux.

— Vous êtes d'affreuses canailles, dit alors Vinoy, en son style de corps-de-garde, on va vous fusiller.

Duval et ses deux compagnons, sans daigner répondre, vont d'eux-mêmes se placer devant un mur, défont leur capote, crient : *Vive la Commune!* et tombent foudroyés.

Ce furent les premiers martyrs de la Commune. Versailles commençait cette œuvre de boucher, qui devait finir par l'égorgeement de toute une population.

Ils furent les premiers, ils furent aussi les plus heureux. Ils moururent, du moins, avec leurs illusions, pouvant espérer la victoire. — On en était à la première bataille. Ils sentaient derrière eux Paris intact et formidable.

Dormez en paix, amis. — Vous ne vous êtes pas trompé. — D'autres viendront, plus tard, qui poursuivront l'œuvre à laquelle vous avez donné votre jeunesse et votre vie. Un jour, le peuple affranchi invoquera hautement vos noms, qu'il ose à peine murmurer tout bas, et s'écriera de sa grande et mâle voix :

« Honneur à vous, et merci, martyrs de la première heure! »

A côté d'eux, dans ce Panthéon glorieux de la défaite, il faut inscrire le nom de

VERMOREL.

Celui-là aussi était jeune. Né en 1841, c'est par le journalisme qu'il s'était fait connaître.

Comme Delescluze, comme Flourens, secourant la poussière de ses souliers, il avait abandonné la bourgeoisie, il avait mis sa main dans la main du peuple, il avait voulu se confondre avec lui, vivre, combattre, mourir avec lui, pour lui!

Il sortait, de plus, du séminaire. — Il avait

tout vaincu, même l'éducation cléricale, même l'influence empoisonnée du prêtre.

Fondateur du *Courrier français*, l'un des premiers, sous l'Empire, il avait arboré le drapeau du socialisme.

La calomnie fut sa récompense. Pendant longtemps il resta suspect au parti révolutionnaire.

Elu à la Commune quoique absent de Paris, il accourut, sans illusion sur la victoire immédiate, remplir le poste de péril et d'honneur qui lui était confié.

Là, il ne tarda pas à devenir l'un des principaux orateurs de l'Assemblée, déployant une activité dévorante, assistant régulièrement aux séances de l'Hôtel-de-Ville, prenant part aux travaux de la Commission dont il faisait partie, écrivant quand il ne parlait pas, courant, lorsqu'il le fallait, aux avant-postes, se prodiguant partout où il croyait rendre un service, ou il se voyait un devoir à accomplir.

Après l'entrée des Versaillais dans Paris, cet homme de lettres, ce journaliste, qui n'avait rien du soldat, dont la vie avait été toute d'étude et d'activité purement cérébrale, se transforme, se mêle à la bataille, conduisant les fourgons, portant les ordres, veillant au salut commun, s'exposant vingt fois par heure à la mort.

Enfin il tombe frappé d'une balle.

On l'emporte, on le cache. — Il est découvert, transporté prisonnier dans un hospice, où il meurt lentement.

Détail hideux, mais qui eût manqué à la boucherie versaillaise : — L'officier qui l'arrêta, le fit lever de son lit de douleur, le força de descendre dans la rue et de gagner la voiture stationnée devant la porte, sur sa cuisse brisée, — pour que personne lui offrit le bras ou l'aide à se soutenir.

Qu'elle dût être cruelle, son agonie prolongée sous les yeux des gardes-chiourmes versaillais, sans l'exaltation du combat, au moment de cet effroyable effondrement de la première ville du monde et la plus noble des causes!

Quelques heures avant d'être atteint, Vermorel qui conduisait des munitions à une barricade rencontra Ferré.

— Eh bien, lui dit-il, faisant allusion à de regrettables divisions, — vous le voyez, Ferré, les membres de la minorité se battent!

— Les membres de la majorité feront leur devoir! — répond Ferré.

Et ces deux hommes qui allaient mourir, l'un et l'autre, se séparent sur ces fières paroles.

Que de mots sublimes il y aurait à citer de toutes ces bouches fermées par une fureur infâme du soldat versaillais et la férocité lâche de la bourgeoisie affolée.

C'est **Millière** répondant à l'assassin Garcin, fait depuis colonel, en récompense de son meurtre, et qui lui reprochait de ne pas « mourir simplement! »

— *J'ai bien le droit de mourir comme je l'entends dans l'intérêt de mon parti!*

Réponse dont l'histoire ne donne peut-être pas un autre exemple plus grand.

C'est un pauvre ouvrier, vieillait en cheveux blancs, qui, fait prisonnier, après avoir brûlé sa dernière cartouche, s'écrie indigné, à l'officier qui veut le faire fusiller sur un tas d'ordure, comme suprême insulte :

— *Je me suis battu bravement, ai le droit de ne pas mourir dans la merde!*

Mais la place me manque, — et mes noms se pressent sous ma plume.

Je voudrais parler de tous, — je n'en puis même les citer.

Un dernier pourtant :

FERRÉ.

C'est à Pélagie, en prison, où l'Empire l'avait jeté tous les deux, que je vis pour la première fois Ferré.

Impossible d'oublier cette figure pâle, maigre, énergique, coupée par un long nez tombant droit sur la bouche, ces yeux noirs, au regard rapide et ombre.

A la Commune, il prit rarement part aux discussions. Il s'occupait de la police, avec Raoul Gault,

qu'il remplaça, comme délégué à la Préfecture.

Toujours calme, volontiers taciturne, un peu froid d'apparence, c'était une volonté de fer, un courage de héros, dans un corps frêle et délicat. — Au fond, nature exaltée, quoique concentrée, dont l'enthousiasme contenu et l'inébranlable fermeté rappelaient les réformateurs du XVI^e siècle qui confessaient leur foi au milieu des flammes du bûcher.

Devant le Conseil de guerre qui le condamna, avec les plus grossières insultes, son attitude fut admirable de dignité froide, de mépris pour les bourreaux que la victoire déguisait en juges.

Une heure avant de marcher à l'exécution, il écrivit à sa sœur une lettre sans phrases, où il se déclarait hautement athée et matérialiste.

Pendant *douze semaines*, après sa condamnation, il avait attendu la mort!

Les Versaillais prolongeaient les agonies à dessein, espérant, par cette torture, briser ces cœurs de héros.

GASTON CRÉMIEUX, de Marseille, fut exécuté *six mois* après sa condamnation.

Les bourreaux de l'ordre en furent pour leur infamie.

Pas un ne faiblit!

TOUS, soit dans la rue, soit au poteau de Satory, — anonymes ou célèbres, — dans un coin obscur, ou sous les yeux de l'histoire, — **TOUS** moururent stoïques et debout!

Ferré, ainsi que Varlin, eût son Calvaire.

Sa mère était morte folle de désespoir.

Son frère était enfermé comme fou, dans un cabanon de Versailles.

Son père était prisonnier.

Sa sœur, — martyre aussi, âgée de 19 ans, — restait seule dans cette épouvantable solitude peuplée des fantômes sanglants ou désespérés de tous les siens, entre la tombe fermée de sa mère et la tombe ouverte qui attendait son frère.

Silencieuse, fière, indomptable, digne de celui qui allait mourir, elle travaillait nuit et jour pour vivre et porter, chaque semaine, vingt francs au condamné.

Enfin, le 23 décembre, à six heures du matin, on conduisit Ferré à Satory, en compagnie de Rosset et de Bourgeois, pauvre soldat obscur dont il faut se rappeler aussi le nom.

Vêtu de noir, fumant un cigare, sans qu'un muscle de son visage tressaillit, il alla se placer d'un pas lent, égal et ferme devant le poteau qui lui était destiné, regarda la mort en face.

Les soldats tirèrent. — Rosset et Bourgeois tombèrent. — Ferré resta debout.

On tire encore, — il s'affaisse.

Un soldat s'approche, pose le canon du chassepot dans l'oreille et fait sauter la cervelle.

Il meurt en trois fois!

Tels furent ces hommes! Tel fut le peuple de la Commune!

CERCLE DE SECOURS.

Mardi prochain 18 Mars, à 8 heures du soir, au local, cour Sauvage, 23, place du Martyr, CONFÉRENCE sur la *Commune de Paris*.

Entrée : 10 centimes au profit de la solidarité.

AVIS. — A l'occasion du **18 MARS**, 8^e anniversaire de la Commune de Paris, il y aura chez Mathieu Rouvroy, près de la station, à Pepinster, une **Soirée de chant démocratique**, le DIMANCHE 16 MARS 1879.

Pour célébrer l'anniversaire de la Commune de Paris, le dimanche 16 mars courant,

IL Y AURA, EN MON DOMICILE, UNE

SOIRÉE DE CHANT DÉMOCRATIQUE, avec le concours du Cercle *les Amis réunis*.

MATHEU NOKIN,
Grande Rue, 14, Ensival,

CONSEIL FÉDÉRAL DE LA VALLÉE DE LA VESDRE
Le dit Conseil informe le public qu'il a organisé une

SOIRÉE DE CHANT
au profit d'une bonne œuvre,
le 16 mars courant, à 6 heures de relevée,
au local, COUR SAUVAGE, 23, place du Martyr.
CAUSERIE par le compagnon P. F.

Sujet : *La Chanson*.

Cette soirée sera suivie d'une **TOMBOLA de livres socialistes**.

Editeur, H. MALEMPRÉ,
rue de Verviers, 20, à Ensival.